

Hommage à Paul Rose (1943-2013)

Paul Rose : Un homme du peuple pour toutes les saisons



Ayant milité avec Paul du temps du Parti de la démocratie socialiste (PDS), de 1994-95 à 2002-03, je tenais à lui rendre hommage et, du même coup, à souligner sa contribution à la construction de la gauche politique québécoise. Il ne faudrait pas négliger ce moment dans le parcours de ce personnage historique qui fut, tout autant avant qu'après la crise d'Octobre 1970, un homme du peuple pour toutes les saisons. Comme le rappelle le dirigeant de l'Aut'Journal :

« Paul Rose, une figure marquante de l'histoire du Québec contemporain [...] a été de toutes les luttes importantes du Québec. Au cours des années 1960, il a été un des instigateurs de la Maison du pêcheur à Percé, l'ancêtre des auberges de jeunesse au Québec. [...] En 1968, il a été un des organisateurs de la manifestation McGill Français et a participé à la célèbre manifestation de la St-Jean-Baptiste. [...] Au cours de ses treize années d'emprisonnement, Paul Rose a milité pour les droits des détenus et a organisé des "grèves du travail", un précédent dans les annales pénitentiaires, pour réclamer le droit à l'éducation pour les prisonniers, de l'alphabétisation à l'université. [...] Après sa libération en décembre 1982, Paul Rose a poursuivi son militantisme à l'aut'journal, à la CSN comme conseiller syndical et, en politique, au Parti de la Démocratie socialiste, à l'Union des forces progressistes et à Québec solidaire. » (Pierre Dubuc, [Paul Rose n'est plus](#), L'Aut'Journal, 14/03/13)

Quant aux « événements » proprement dit, on peut certes argumenter à propos de l'analyse du blocage démocratique, si anti-démocratiques qu'aient été le règlement anti-manifestation à Montréal, la grossière manipulation de l'opinion publique par le « coup de la Brink's » à la veille des élections de 1970 et la répression policière contre les « comités de citoyens », et encore plus d'avoir privilégié l'action terroriste en lieu de la construction d'un indépendantiste parti anticapitaliste de masse avec, si nécessaire, un volet clandestin. Il n'en reste pas moins que les participants à la prise d'otages ont démontré une détermination et un courage exemplaires, prouvant sans l'ombre d'un doute le sérieux de leur militantisme révolutionnaire visant la libération nationale et l'émancipation sociale du peuple québécois. Il faut se rappeler l'impatience, tout à fait raisonnable, des jeunes et nouvellement instruits *baby boomers* issus du prolétariat québécois, de faire sauter l'épaisse chape de plomb d'intensives exploitation et oppression que la dite « révolution tranquille » n'avait que modernisées.

Après douze ans d'emprisonnement suite à un simulacre de procès qui n'était qu'un règlement de compte (Pierre Dubuc, [Entrevue : Paul Rose raconte les procès politiques de 1970](#), L'Aut'Journal, 30/09/10), ce qui lui valut des conditions de détention barbares et un soutien populaire certain, Paul se remit quelque temps après au combat politique pour le même but libérateur mais en rectifiant la méthode même si pour lui c'était plus dû au fait que les temps avaient changé. Il finit par rallier en 1992 le NPD-Québec, indépendantiste depuis 1989 et pour cette raison renié par le grand frère fédéral. Pourquoi le NPD-Québec ? Parce que c'était alors le seul parti crédible qui avait un projet de société à la fois indépendantiste et de gauche. Il affirmait par là son clair rejet de la stratégie étapistes de l'interclassiste PQ, « souveraineté d'abord et Dieu sait quoi ensuite » laquelle, faute de capacité mobilisatrice pour un projet de société démocratique et de justice sociale, finit dans le marais de la très néolibérale « gouvernance souverainiste » :

« Quant à ma position sur la question nationale lorsque j'ai joint le NPD-Québec (aujourd'hui le Parti de la démocratie socialiste), elle est toujours la même : il ne peut y avoir d'indépendance véritable du Québec sans un projet de société libérateur; tout comme, à l'inverse, il ne peut y avoir de véritables démarches d'émancipation sociale et de luttes réelles à la pauvreté qui ignorent totalement la lutte à l'oppression nationale. Ces aspects sociaux et nationaux de la réalité québécoise sont, de notre point de vue, intimement liés et aux antipodes des positions "nationales" des partis néo-libéraux, qu'ils soient d'Ottawa ou de Québec. Une réalité qui est tout aussi vraie en Palestine qu'en Irlande du Nord que pour nos sœurs les premières nations d'Amérique. » (Paul Rose, [Réplique de Paul Rose à la députée provinciale de Mercier](#), L'Aut'Journal, juillet 2001)

Réalisant que le programme du parti était trop modéré et sa pratique trop électoraliste pour prétendre œuvrer à la libération nationale et sociale du Québec, Paul invita les petits groupes et individus anticapitalistes et indépendantistes, dont Gauche socialiste, section de la IV^{ie} Internationale, à rallier le NPD-Québec. En résulta de facto une alliance stratégique entre les nationalistes de gauche, dont il était le chef de file, et les anticapitalistes indépendantistes. Le premier test de cette alliance fut le référendum de 1995 où le parti renouvelé mit en pratique le principe du front uni de « marcher ensemble et de frapper séparément », soit de faire campagne à part pour le « oui » sans grands moyens car le PQ lui avait refusé le financement que le parapluie pour le « oui » aurait dû lui accorder. Le dénuement financier du parti de quelques centaines de membres n'a pas empêché Paul et Jacques d'improviser la caravane pour le « oui » qui fit le tour du Québec. En Outaouais, par exemple, Paul fit salle comble dans les deux campus du Cégep de l'Outaouais en plus de faire la une du journal Le Droit. On peut cependant déplorer l'erreur tactique d'avoir fait campagne sous le nom de « Réseau populaire pour le oui », sous prétexte d'unité large, au lieu de le faire sous son nouveau nom, le « Parti de la démocratie socialiste » (PDS), nom qui, de un, rendait clair la rupture avec le NPD fédéral et, de deux, correspondait à la nouvelle radicalité du parti. Ce nom, qui n'avait pas au départ la reconnaissance acquise de l'ancien, avait besoin d'être popularisé même s'il était mal choisi car il ignorait la dimension indépendantiste. Paul avait raison d'être réticent à ce nom poussé par les anticapitalistes, trop préoccupés à se démarquer du socialisme réel du XX^{ie} siècle.

Vint l'étape de se doter d'un nouveau programme remplaçant l'ancien trop social-démocrate, mais pas du tout social-libéral car, par exemple, il rejetait l'ALÉNA. On se souvient que la fin des années 1990, le Canada et le Québec ont été marqués par le grand débat sur la dette publique, anticipant celui actuel de l'Union européenne, qui a justifié des coupures sociales drastiques tant par le gouvernement du Parti libéral fédéral que par celui du Parti québécois. Paul tenait mordicus, à la suggestion des anticapitalistes, à y inclure la revendication d'un gel sur le paiement de la dette publique :

- Contre la dette publique

En 1997, le gouvernement fédéral débourse plus du tiers de ses revenus sur l'intérêt de la dette publique et le Québec environ 20%. Tant et si bien les dépenses d'intérêt du Québec, part fédérale incluse, se montent à plus de 18 milliards \$. Cette somme investie dans la création d'emplois socialement utiles aboutirait rapidement au plein emploi. La légitimité de la dette publique doit être questionnée parce qu'elle résulte du refus des institutions financières et des gens à revenus élevés à payer leur juste part d'impôt. Sans le remboursement de la dette, le budget de l'État dégagerait un surplus, ce qui le libérerait de la mainmise du capital financier. Le PDS lutte pour :

- le gel du remboursement de la dette publique, sauf pour les petits épargnants, jusqu'au moins l'atteinte du plein emploi;

([Programme du Parti de la démocratie socialiste](#), 1997, site de La Gauche)

Si on se donne la peine de parcourir ce programme, on constatera que ce gel est loin d'en être le seul élément antilibéral ou même anticapitaliste. C'est ainsi équipé que le PDS fit face aux élections de 1998 remportées par le PQ, grâce au miracle du système uninominal à un tour, avec moins de votes que les Libéraux, ce qui ne l'empêcha pas d'être majoritaire. En présentant 97 candidatures sur 125 possibles, avec une moyenne d'âge de moins de 30 ans, le PDS avait impressionné — effort dû en grande partie au travail de mobilisation de Paul surtout en dehors des régions métropolitaines — pour mieux décevoir en obtenant un score de bien moins de 1%. Il fallut se rendre à l'évidence que l'électoralisme était encore bien vivant dans le parti, parti à cartes davantage structuré pour participer aux élections que pour fonctionner comme un parti de la rue. Le résultat électoral avait catalysé les désillusions face au PQ de la part de la gauche non seulement à cause de sa politique de coupures drastiques à partir de 1995 mais aussi parce que la

faible hauteur du vote péquiste rendait impossible un prochain référendum. L'étoile du PDS pâlit irrémédiablement pavant la voie à la montée du Rassemblement pour une alternative politique (RAP) dont L'Aut'Journal, auquel Paul était étroitement associé, suscita la création peu avant les élections afin de rassembler les déçus du PQ.

Bien qu'il présentât quelques candidatures, dont celle prestigieuse de Michel Chartrand, sans trop se soucier de coordination avec le PDS, le RAP ne se positionnait pas de prime abord comme un rival du PDS mais comme un lieu intermédiaire de décantation entre ceux et celles voulant faire pression sur le PQ et ceux et celles souhaitant un nouveau parti, sans doute pour plusieurs, moins radical que le PDS. La grande mobilisation féministe, altermondialiste et anti-guerre 2000-2003 précipita une seconde décantation après celle de la fondation du PDS, d'autant plus que le Sommet des peuples contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) se tint à Québec au même moment qu'il y eut, une élection partielle dans le comté le plus à gauche du Québec, celui de Mercier. Le PDS, Paul peut-être plus enthousiaste que les autres car conscient de la nécessité d'un saut qualitatif, soutint fortement la candidature indépendante de gauche de Paul Cliche sur la base du rejet de l'ALÉNA et de la ZLÉA, et de l'indépendance. Plusieurs membres du parti, dont de la coordination, participèrent activement à la campagne. Le score de 24% de Paul Cliche répandit un quasi-délire dans la gauche. Cet « esprit de Mercier » contamina toute la gauche politique, car RAP comme le Parti communiste du Québec (PCQ) et beaucoup de sans parti avaient appuyé cette campagne. Cet esprit posait, pour la suite des choses, la nécessité d'un parti unitaire à ce point que participèrent à la démarche d'unification, brièvement et sans suite, le Parti vert et même l'iconoclaste Parti communiste canadien (marxiste-léniniste) (PCC(M-L)).

Il fallut un peu plus d'un an pour fonder l'Union des forces progressistes (UFP) en juin 2002. Mais cette fondation faillit bien avorter à cause du bureaucratisme avocassier de la direction du RAP à laquelle s'était jointe celle du PCQ et qu'appuyaient les représentants du Conseil central de Montréal de la CSN qui tentèrent même de proposer une superstructure de coordination qui leur aurait permis de contrôler le futur parti. La tactique de la direction du RAP consistait à d'abord proposer la fondation d'un quatrième parti des sans parti, en plus du PDS, du RAP et du PCQ, de sorte à pouvoir organiser des négociations d'état-major pour présenter aux bases un fait accompli programmatique et statutaire. Il fallut de la part de la coordination du PDS, sous la direction de Paul, une volonté de fer pour finalement obtenir, une fois la tactique du RAP irrémédiablement enlisée dans un cul-de-sac au point que s'organisait un comité alternatif, un processus de bas en haut impliquant certes les directions des trois parti mais aussi les cinq ou six associations locales et régionales de base dans lesquelles militaient les sans partis. C'est ainsi que tous participèrent à l'élaboration du programme et, dans une moindre mesure, des statuts lesquels furent votés par le congrès de fondation auxquels prirent part les membres qui acceptaient de signer la déclaration affirmant : « *Je déclare être en rupture avec les partis néolibéraux (ADQ, PLQ, PQ)...* ».

Notons que le troisième processus de convergence aboutissant à Québec solidaire, après ceux ayant donné naissance au PDS puis à l'UFP, eut lieu dans le contexte de la grande défaite sans combat du secteur public en décembre 2005 et se fit à partir d'une négociation d'états-majors pour uniquement des statuts et une vague déclaration de principes lesquels furent ratifiés en bloc par les bases des trois partis participants sans possibilité d'amendements. Mais Paul n'y était plus. Il avait continué à quelque peu militer dans l'UFP naissant juste le temps de constater la victoire du verticalisme à partir du congrès de juin 2004. Quand Françoise David y fit connaître son désaccord à propos de la revendication, trop radicale à son goût, d'un réinvestissement de 10 milliards \$ dans les services publics et les programmes sociaux, ce qu'Amir Khadir relayait avec succès sur le plancher du congrès, tout comme son scepticisme face à la possibilité de l'indépendance, Paul, qui avait toujours en tête la dimension internationaliste de cette lutte, me confia que s'il fallait que le peuple palestinien pense de la même façon... Cette réserve, et sans doute cette déception, n'empêcha nullement Paul de se déclarer favorable à la fondation de Québec solidaire, comme par exemple à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) où une salle bondée était venue l'écouter en décembre 2005, à l'invitation de l'UFP-Outaouais et d'une association étudiante, deux mois avant la fondation de Québec solidaire.

Il faut avouer que Paul, et toute la direction du PDS avec lui, — *mea culpa* — même si elle avait été ferme sur la question du processus démocratique ayant mené à la création de l'UFP, renonça sans débat, au nom de l'unité, à de nombreux éléments antilibéraux et anticapitalistes du programme

du PDS dont le noyau dur était le gel du remboursement de la dette publique. Même s'il ne fallait pas trop s'illusionner sur la possibilité de garder ces éléments, une ferme lutte interne aurait permis de construire une opposition antilibérale/anticapitaliste crédible et visible au sein de l'UFP. La vigilance du PDS empêcha quand même certains dérapages comme l'acceptation conditionnelle de l'ALENA, calquée sur la position des centrales syndicales, proposée par les directions du RAP et du PCQ. Cette compromission sur l'orientation stratégique de ce qui allait devenir l'UFP s'étendit à la question de l'indépendance laquelle fut le grand débat déchirant du congrès de fondation de 2002. Pour satisfaire au fédéralisme du PCQ, qui se scissionna quelque temps après sur la question de l'indépendance, le congrès consentit à rapetisser l'indépendance à uniquement un moyen permettant la réalisation du programme social lui-même passablement édulcoré par rapport à celui du PDS. L'indépendance n'était plus le but stratégique permettant de délivrer le peuple québécois tant du mépris du *Quebec bashing* que de l'humiliation de la non-reconnaissance en rétablissant sa dignité nationale. Elle n'était plus comprise comme se combinant stratégiquement à la lutte pour l'émancipation sociale afin de maximiser la probabilité de leur victoire commune contre le fédéralisme néolibéral. Inutile d'ajouter que cette dernière compromission allait s'approfondir au moment de la fondation de Québec solidaire en 2006 et qu'elle explique le succès relatif à ce jour d'Option nationale qui, malgré l'absence de la visibilité d'un député et quitte à se doter d'une superficielle tactique de gauche, arrive presque à la moitié du score électoral de Québec solidaire dans les derniers sondages.

Pire, cette erreur allait se structurer en rupture à la va-vite de l'alliance entre les nationalistes de gauche et les anticapitalistes, dont le noyau était Gauche socialiste à l'initiative de ce dernier. Ce bris précipité isola Paul, certes dirigeant des nationalistes de gauche mais qui avait beaucoup d'accointances anticapitalistes contrairement à la direction de l'Aut'Journal laquelle allait aussi rapidement mettre fin à toute idée de rupture avec le PQ pour devenir l'organe du SPQ-libre, l'aile gauche du PQ. Cet isolement malgré lui de ses alliés à gauche comme à droite constitue l'autre volet de l'explication de son retrait graduel du militantisme au sein de la gauche politique. Pendant que l'Aut'Journal rompait à droite pour ne pas perdre le soutien financier de ses bailleurs de fonds syndicaux, Gauche socialiste rompait à gauche, non pas par gauchisme mais pour mieux faire alliance avec la direction de l'UFP, à laquelle elle participa directement, puis de celle de Québec solidaire en se contentant toutefois d'œuvrer dans sa nébuleuse.

Le grand mérite de Paul, en ce qui concerne la construction de la gauche politique s'entend, fut d'être la cheville ouvrière de la première décantation qui a commencé à mettre fin à l'éparpillement et à la marginalisation de la gauche politique québécoise. Il fut ainsi à l'origine de la dynamique de ce qui allait devenir Québec solidaire. L'orientation unité stratégique de la libération nationale et de l'émancipation sociale — sans doute faudrait-il dorénavant parler d'émancipation écosociale — que mettait de l'avant Paul était la bonne, d'où l'alliance entre nationalistes de gauche et anticapitalistes indépendantistes dont il était la clef de voûte. La rupture de cette alliance par son noyau anticapitaliste fut une tragédie politique qui est loin d'être en train de se corriger. La grande erreur de Paul, et pas seulement de lui, peut-être trop piégé par le faux dilemme élections versus terrorisme, fut de sacrifier cette orientation stratégique sur l'hôtel de l'unité, pavant ainsi la voie à la récupération des nationalistes de gauche par le PQ et sans doute aussi par Option nationale et à la marginalisation des anticapitalistes indépendantistes dû à leur refus de s'opposer publiquement à la dérive sociale-libérale de la direction de Québec solidaire tout comme au ratatinement de l'indépendance à une question uniquement constitutionnelle. Restent au gouvernail les réformistes d'un irréformable capitalisme néolibéral à la fois prédateur, productiviste et militariste dont la domination au sein de Québec solidaire risque de finir par un pitoyable retour à ce qu'était le NPD-Québec.

Il est minuit moins une pour en revenir à la perspective de l'indépendance pour exproprier les banques et pour sauver la langue afin d'avoir la capacité politique et financière de réaliser le plein emploi écologique dans le cadre d'une démocratie intégrale. Pour y arriver il faudra détruire ce fédéralisme néolibéral qui sauve les banques et exproprie la langue. Autrement, sauver les peuples québécois et canadien, comme tous ceux de la terre, des catastrophes écologique et sociale qui leur pendent au bout du nez restera un stérile rêve propagandiste dut-il s'enrober de l'attrayant manteau de l'écosocialisme.

Marc Bonhomme, 21 mars 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca